

## FRENCH - REMARKS BY THE PRESIDENT IN ADDRESS TO THE NATION ON LIBYA

*La Maison-Blanche  
Bureau du secrétaire de presse  
Le 28 mars 2011*

### **Allocution du président à la nation sur la Libye**

National Defense University  
Washington

Ce soir, j'aimerais informer les Américains de l'effort international que nous avons mené en Libye - leur expliquer ce que nous avons fait, ce que nous avons l'intention de faire, et pourquoi cela a de l'importance pour nous.

J'aimerais commencer par rendre hommage aux hommes et aux femmes de nos armées qui, une fois de plus, ont agi avec courage, professionnalisme et patriotisme. Ils sont intervenus avec une rapidité et une force incroyables. Grâce à eux et à nos diplomates dévoués, une coalition a été formée et un nombre incalculable de vies ont été épargnées.

Pendant ce temps, en ce moment même, nos troupes sont en train de soutenir le Japon, notre allié, de rendre l'Irak à son peuple, de briser l'élan des talibans en Afghanistan et de pourchasser Al-Qaïda dans le monde entier. En qualité de commandant en chef des armées, je suis reconnaissant envers nos soldats, nos marins, nos aviateurs, nos Marines, nos gardes-côtes, et envers leurs familles. Et je sais que tous les Américains partagent ce sentiment.

Pendant des générations, les États-Unis d'Amérique ont joué un rôle unique de garant de la sécurité collective et de champion de la liberté humaine. Conscients des risques et des coûts de toute intervention militaire, nous hésitons naturellement à recourir à la force pour relever les nombreux défis du monde. Mais quand nos intérêts et nos valeurs sont en jeu, nous avons le devoir d'agir. C'est ce qui s'est passé en Libye au cours des six dernières semaines.

La Libye se trouve exactement entre la Tunisie et l'Égypte - deux pays qui ont inspiré le monde lorsque leurs peuples se sont soulevés pour prendre en main leur propre destinée. Depuis plus de quatre décennies, le peuple libyen est gouverné par un tyran : Mouammar Kadhafi. Il a privé son peuple de liberté et exploité sa richesse, a fait supprimer ses opposants en Libye et à l'étranger, et a terrorisé des innocents dans le monde entier, y compris des Américains qui ont été assassinés par des agents libyens.

Le mois dernier, l'emprise de la peur orchestrée par Kadhafi a semblé lâcher prise face au désir de liberté. Dans des villes et des bourgades de tout le pays, des Libyens sont descendus dans la rue pour réclamer leurs droits humains essentiels. Comme l'a dit l'un d'entre eux : « Pour la première fois, nous espérons que notre cauchemar qui dure depuis quarante ans va prendre fin. »

Face à cette opposition, Kadhafi a commencé à attaquer son peuple. En tant que président, mon souci immédiat a été la sécurité de nos citoyens. Nous avons donc évacué notre ambassade et tous les Américains qui ont réclamé notre assistance. Nous avons ensuite pris rapidement, en quelques jours, une série de mesures de réaction à l'agression de Kadhafi. Nous avons gelé plus de 33 milliards de dollars d'avoirs de son régime. De concert avec d'autres pays au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, nous avons élargi nos sanctions, imposé un embargo sur les armes et fait que Kadhafi et ses sbires soient tenus pour responsables de leurs crimes. J'ai clairement signifié que ce dernier avait perdu la confiance de son peuple et, partant, toute légitimité, et j'ai dit qu'il devait se retirer du pouvoir.

Face à cette condamnation mondiale, Kadhafi a choisi d'escalader ses attaques, de lancer une campagne militaire contre le peuple libyen. Des innocents ont été ciblés. Des hôpitaux et des ambulances ont été attaqués. Des journalistes ont été arrêtés, sexuellement assaillis, et tués. Les fournitures de vivres et d'essence ont été bloquées. L'alimentation en eau pour les centaines de milliers d'habitants de Misurata a été coupée. Des villes et des bourgades ont été bombardées, des mosquées détruites, et des immeubles d'appartements réduits en ruines. Des avions et des hélicoptères de l'armée ont été utilisés contre des gens qui n'avaient aucun moyen de se défendre contre des attaques aériennes.

Face à cette répression brutale et à la crise humanitaire qui se profilait, j'ai ordonné le déploiement de navires de guerre en Méditerranée. Des alliés européens ont déclaré leur volonté d'engager des ressources pour mettre fin à la tuerie. L'opposition libyenne et la Ligue arabe ont lancé un appel mondial à sauver des vies en Libye. C'est pourquoi, sur mes ordres, les États-Unis, de concert avec leurs alliés, ont amené le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter une résolution historique autorisant la création d'une zone d'exclusion aérienne visant à stopper les attaques aériennes perpétrées par le régime Kadhafi, et la prise de toutes les mesures nécessaires pour protéger le peuple libyen.

Il y a dix jours, après avoir tenté de mettre fin à la violence sans recourir à la force, la communauté internationale a offert à Kadhafi une dernière chance de mettre fin à la tuerie, ou de subir les conséquences de ses actes. Plutôt que de se replier, ses forces ont continué de progresser, s'attaquant à la ville de Benghazi, abritant quelque 700.000 hommes, femmes et enfants qui réclamaient leur droit de vivre à l'abri de la peur.

Les États-Unis et le monde se sont alors retrouvés face à un choix. Kadhafi avait déclaré qu'il traiterait ses propres concitoyens « sans pitié ». Il les comparait à des rats, et menaçait de passer de porte en porte pour les punir tous. Or on l'avait déjà vu, par le passé, pendre des civils dans la rue, et tuer plus de mille personnes en un seul jour. Comme nous le constatons, les forces du régime étaient arrivées aux portes de la ville. Nous savons que si nous attendions un jour de plus, la ville de Benghazi, qui est à peu près de la taille de Charlotte, serait le théâtre d'un massacre qui retentirait dans la région et salirait la conscience du monde.

Il n'était pas dans notre intérêt national que cela se produise. J'ai refusé de laisser faire. Donc, il y a neuf jours, après avoir consulté les chefs de file des deux partis du Congrès, j'ai autorisé une intervention militaire pour mettre fin à la tuerie et faire appliquer la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Nous avons frappé les troupes du régime qui approchaient de Benghazi afin de sauver cette ville et ses habitants. Nous avons frappé les troupes de Kadhafi non loin de là, à Ajedabia, permettant à l'opposition de les chasser. Nous avons endommagé les défenses aériennes de Kadhafi, ce qui a facilité l'instauration de la zone d'exclusion aérienne. Nous avons visé des chars et du matériel militaire qui étranglaient des villes et des bourgades, et nous avons coupé nombre des sources d'approvisionnement de l'armée. Et ce soir je puis vous informer que nous avons stoppé l'avance mortelle des troupes de Kadhafi.

Mais les États-Unis n'ont pas agi seuls. Ils ont été soutenus par une coalition ferme et croissante. Celle-ci comprend nos alliés les plus proches - des pays comme le Royaume-Uni, la France, le Canada, le Danemark, la Norvège, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et la Turquie - qui combattent à nos côtés depuis des décennies. Cette coalition compte également des partenaires arabes tels que le Qatar et les Émirats arabes unis, qui ont choisi de prendre leur responsabilité de défendre le peuple libyen.

Résumons donc : en un mois seulement, les États-Unis ont réussi, avec leurs partenaires internationaux, à mobiliser une vaste coalition, à obtenir un mandat international de protection des civils, à stopper l'avance d'une armée, à éviter un massacre et à établir, avec leurs alliés et partenaires, une zone d'exclusion aérienne. Pour bien mettre en perspective la rapidité de notre réaction militaire et diplomatique, rappelons que dans les années 1990, lorsque des populations se faisaient brutaliser en Bosnie, il a fallu plus d'un an à la communauté internationale pour intervenir avec des moyens aériens afin de protéger ces civils. Il nous a fallu cette fois seulement 31 jours.

Nous avons en outre atteint ces objectifs conformément à la promesse que j'ai faite au peuple américain au début des opérations militaires. J'ai en effet promis que le rôle des États-Unis serait limité ; qu'il n'y aurait pas de déploiement de troupes américaines en Libye ; que nous concentrerions nos capacités uniques sur la phase initiale des opérations, et que nous en transférerions la responsabilité à nos alliés et partenaires. Ce soir, nous tenons cette promesse.

Notre alliance la plus efficace, l'OTAN, a pris le commandement de l'application de l'embargo sur les armes et de la zone d'exclusion aérienne. Hier soir, l'OTAN a décidé de prendre la responsabilité supplémentaire de la protection des civils libyens. Ce transfert des États-Unis à l'OTAN aura lieu mercredi. Ensuite, la responsabilité de l'imposition de la zone d'exclusion aérienne et de la protection des civils sur le terrain passera à nos alliés et partenaires, et je suis pleinement confiant que notre coalition maintiendra la pression sur ce qui reste des forces fidèles à Kadhafi.

Les États-Unis joueront à ce niveau un rôle d'appui - notamment au niveau du renseignement, du soutien logistique, de l'assistance à la recherche et au sauvetage, et du brouillage des communications du régime. Du fait de cette transition vers une coalition plus vaste, fondée sur l'OTAN, les risques et les coûts de ces opérations - pour nos soldats et nos contribuables - se trouveront considérablement réduits.

À ceux qui doutaient de notre capacité d'accomplir cette mission, permettez-moi de le dire clairement : les États-Unis d'Amérique ont fait ce qu'ils avaient promis de faire.

Cela ne veut pas dire que notre travail est fini. En plus de nos responsabilités au sein de l'OTAN, nous allons coopérer avec la communauté internationale afin de fournir de l'aide au peuple libyen, qui a besoin de nourriture pour les affamés et de soins médicaux pour les blessés. Nous allons protéger les quelque 33 milliards de dollars d'avoirs gelés du régime Kadhafi afin qu'ils servent à reconstruire la Libye. Après tout, cet argent n'appartient ni à Kadhafi ni à nous, mais au peuple libyen. Et nous nous assurerons qu'ils en profiteront.

Demain, la secrétaire d'État Hillary Clinton se rendra à Londres, où elle s'entretiendra avec des responsables de l'opposition libyenne et des représentants de plus de 30 pays. Ces discussions porteront sur le type de démarche politique nécessaire pour faire pression sur Kadhafi, tout en soutenant une transition vers l'avenir que mérite le peuple libyen - car, si notre mission militaire se limite avant tout à sauver des vies, nous continuons de viser l'objectif plus vaste d'une Libye qui appartiendra non pas à un dictateur, mais à son peuple.

Or, en dépit de la réussite de nos opérations de cette semaine passée, je sais que certains Américains se posent toujours des questions sur nos efforts en Libye. Kadhafi n'a pas encore quitté le pouvoir et, tant que cela sera, la Libye restera dangereuse. De plus, même après le départ de Kadhafi, ses quarante ans de tyrannie auront laissé ce pays fracturé et sans institutions civiles solides. La transition à un gouvernement légitime qui réponde au peuple libyen sera une tâche difficile. Même si les États-Unis vont prendre leur part de responsabilité pour apporter leur aide, c'est une tâche qui reviendra à la communauté internationale et, surtout, au peuple libyen lui-même.

En fait, une bonne partie du débat à Washington porte sur un faux choix, à propos de la Libye. D'un côté, d'aucuns se demandent pourquoi l'Amérique doit en fait intervenir, même de manière limitée, dans cette terre lointaine. Il existe, disent-ils, maints endroits dans le monde où des civils innocents sont exposés aux exactions de leur gouvernement. On ne doit pas s'attendre à ce que l'Amérique soit le gendarme du monde, en particulier quand nous avons tant de besoins pressants ici chez nous.

Il est vrai que les États-Unis ne peuvent recourir à leur appareil militaire partout où la répression sévit. Et certes, étant donné les coûts et les risques d'une intervention, il nous faut toujours mesurer nos intérêts face au devoir d'agir. Cependant, cela ne saurait être un argument pour ne jamais agir en faveur d'une cause juste. Dans ce pays particulier, la Libye, et à ce moment particulier, nous nous trouvons devant la perspective d'une violence à échelle

massive. Nous avons une capacité unique d'arrêter cette violence, un mandat international d'action, une large coalition prête à nous accompagner, le soutien de pays arabes et un appel à l'aide du peuple libyen lui-même. Nous avons les moyens d'arrêter net les forces de Kadhafi sans déployer de troupes américaines sur le terrain.

Passer outre aux responsabilités de l'Amérique en tant que chef de file et, de manière plus profonde, à nos responsabilités envers nos prochains dans de telles circonstances, équivaldrait à trahir notre identité. D'autres nations sont peut-être capables de détourner leur regard des atrocités perpétrées ailleurs. Les États-Unis d'Amérique sont différents. En tant que président, j'ai refusé d'attendre que les images de massacres et de fosses communes nous parviennent avant de passer à l'action.

De plus, les États-Unis ont un intérêt stratégique important à empêcher Kadhafi d'écraser ceux qui s'opposent à lui. Un massacre aurait poussé hors des frontières de la Libye des milliers de nouveaux réfugiés qui auraient pesé d'un poids énorme sur les transitions pacifiques - mais fragiles - en Égypte et en Tunisie. Les impulsions démocratiques qui s'éveillent dans toute la région se trouveraient éclipsées par la forme la plus hideuse de la dictature, celle où des dirigeants répressifs concluent que la violence est la meilleure stratégie pour s'accrocher au pouvoir. Les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies s'avéreraient être à peine plus que des paroles creuses et la crédibilité de cette institution en tant que défenseur de la paix et de la sécurité mondiale s'en trouverait compromise. Aussi, bien que je ne minimise jamais les coûts d'une action militaire, je suis convaincu que l'inaction en Libye aurait imposé un tribut encore bien plus élevé à l'Amérique.

D'un autre côté, s'il y en a qui plaident contre le principe même d'une intervention en Libye, d'autres suggèrent que nous élargissions notre mission militaire. Nous devrions non seulement protéger le peuple libyen, arguent-ils, mais aussi ne lésiner sur aucun moyen pour faire tomber Kadhafi et installer un nouveau gouvernement.

Bien sûr, on ne peut pas nier que la Libye, et le monde entier, se porteraient mieux sans Kadhafi au pouvoir. Avec un grand nombre d'autres dirigeants du monde, j'ai fait mien cet objectif, que je poursuivrai par des moyens non militaires. Mais élargir notre mission militaire pour y inclure un changement de régime serait une erreur.

La tâche que j'ai assignée à nos forces - de protéger le peuple libyen des dangers immédiats et d'établir une zone d'exclusion aérienne - est dotée d'un mandat des Nations unies et de l'appui de la communauté internationale. Elle correspond à celle que l'opposition libyenne nous a demandé de mener. Si nous tentons de renverser Kadhafi par la force, notre coalition va voler en éclats. Nous devrions alors probablement envoyer des troupes américaines sur le terrain pour accomplir une telle mission ou risquer de tuer de nombreux civils dans le cadre d'opérations aériennes. Les dangers courus par nos hommes et femmes en uniformes seraient bien plus grands. De même que les coûts et la part de notre responsabilité pour ce qui arriverait par la suite.

Pour le dire très franchement, nous avons pris ce chemin en Irak. Grâce aux sacrifices extraordinaires de nos troupes et la détermination de nos diplomates, nous sommes pleins d'espoir quant à l'avenir de l'Irak. Mais le changement de régime a pris huit ans, a coûté des milliers de vies américaines et irakiennes et près de mille milliards de dollars. Nous ne pouvons nous permettre que cela se reproduise en Libye.

Alors que le gros de nos opérations militaires touche à sa fin, ce que nous pouvons et allons faire sera d'appuyer les aspirations des Libyens. Nous sommes intervenus pour stopper un massacre et nous œuvrerons de concert avec nos alliés et nos partenaires pour maintenir en sécurité la population civile. Nous priverons le régime de tout approvisionnement en armes, nous bloquerons ses sources de financement, nous aiderons l'opposition, et nous coopérerons avec d'autres pays pour accélérer l'avènement du jour où Kadhafi quittera le pouvoir. Il se peut que cela ne se produise pas du jour au lendemain, alors qu'un Kadhafi très affaibli cherchera désespérément à s'accrocher au pouvoir. Mais il devrait être clair, pour tous ceux dans son entourage et pour tous les Libyens, que l'histoire n'est pas du côté de Kadhafi. Avec le temps et l'espace que nous avons donné au peuple libyen, celui-ci devrait être en mesure de déterminer son propre destin, comme il se doit.

Laissez-moi conclure en expliquant ce que cette action signifie au vue de l'utilisation du pouvoir militaire des États-Unis et de leur rôle directeur général dans le monde, sous ma présidence.

En tant que commandant en chef, je n'ai aucune responsabilité plus importante que celle de sauvegarder la sécurité du pays. Et aucune décision ne pèse plus lourdement sur moi que celle de déployer nos hommes et femmes en uniforme. J'ai clairement indiqué que je n'hésiterai jamais à avoir recours à nos forces militaires de manière prompt, décisive et unilatérale quand cela se révélerait nécessaire pour défendre nos citoyens, notre patrie, nos alliés et nos intérêts fondamentaux. C'est pourquoi nous pourchassons Al-Qaïda partout où ils chercheraient à s'établir. C'est pourquoi nous poursuivons la lutte en Afghanistan, alors même que nous avons mis fin à notre mission de combat en Irak et avons retiré plus de 100.000 soldats de ce pays.

Il y aura néanmoins des occasions où notre sécurité ne sera pas directement menacée mais où nos intérêts et nos valeurs le seront. L'histoire nous met face à face parfois avec des défis qui menacent notre humanité et notre sécurité communes - intervenir dans le cas de catastrophes naturelles, par exemple ; ou prévenir un génocide et préserver la paix ; assurer la sécurité régionale et maintenir le flot du commerce. Ce ne sont peut-être pas des problèmes uniquement américains mais ils nous sont importants. Ce sont des problèmes qui méritent d'être résolus. Et dans ces circonstances, nous savons que les États-Unis, en tant que nation la plus puissante du monde, seront souvent appelés à apporter leur aide.

Dans de tels cas, nous ne devons pas avoir peur d'agir, mais la responsabilité de l'action ne doit pas retomber seulement sur les États-Unis. Comme dans le cas de la Libye, notre tâche est plutôt de mobiliser la communauté internationale à l'action commune. Car contrairement aux affirmations de certains, le rôle directeur des États-Unis ne consiste pas simplement à agir et à assumer seuls l'ensemble du fardeau. Une direction réelle crée les conditions et les coalitions

qui feront que d'autres se dresseront pour faire face à la situation, que nous œuvrerons de concert avec nos alliés et nos partenaires pour qu'ils assument leur part du fardeau et des coûts, afin que les principes de justice et de dignité humaine soient respectés de tous.

C'est ce rôle de chef de file que nous avons joué en Libye. Certes, même lorsque nous agissons dans le cadre d'une coalition, toute action militaire comporte un haut degré de risque. On l'a vu, par exemple, lorsque l'un de nos avions a subi une défaillance mécanique au-dessus de la Libye. Et pourtant, quand l'un de nos pilotes s'est posé en parachute sur le sol libyen, dans un pays dont le dirigeant se plaît souvent à diaboliser les États-Unis - dans une région qui a un passé si difficile vis-à-vis de notre pays - cet Américain n'a pas eu affaire à des ennemis. Il a été accueilli par des gens qui l'ont serré dans leurs bras. Un jeune Libyen qui est venu à son secours lui a dit : « Nous sommes vos amis. Nous sommes vraiment reconnaissants envers les hommes qui protègent notre ciel. »

Cette voix est l'une parmi tant d'autres dans une région où une nouvelle génération ne supporte plus le déni de ses droits et de ses chances de réussir.

Oui, ce changement va rendre le monde plus compliqué pendant un certain temps. Les progrès seront inégaux, et ce changement ne revêtira pas la même forme dans tous les pays. Dans certains endroits, comme en Égypte, le changement sera pour nous une source d'émerveillement et d'espoir. Dans d'autres, en Iran par exemple, le changement est farouchement réprimé. Il faudra échapper aux forces sinistres du conflit social et de la guerre sectaire et s'attaquer à des questions politiques et économiques difficiles.

Les États-Unis ne seront pas en mesure de dicter la cadence ni l'ampleur du changement. Seul le peuple de la région en est capable. Mais nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice.

Je suis persuadé que cette dynamique du changement est irréversible et que nous devons nous tenir aux côtés des personnes dont les principes fondamentaux sont précisément ceux qui nous ont guidés à travers bien des moments tumultueux : notre opposition à la violence dirigée contre son propre peuple ; notre soutien d'un ensemble de droits universels, dont la liberté qu'a le peuple de s'exprimer et de choisir ses dirigeants ; notre appui aux gouvernements qui sont réceptifs aux aspirations de leur peuple.

Étant nous-mêmes nés d'une révolution menée par des êtres épris de liberté, nous nous réjouissons de voir l'histoire en marche au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, avec les jeunes à la tête du mouvement. Car où qu'ils se trouvent, ceux qui aspirent à vivre dans la liberté trouveront un ami dans les États-Unis d'Amérique. Au bout du compte, c'est cette assurance, ce sont ces idéaux, qui sont une mesure véritable de l'ascendant des États-Unis.

Mes chers compatriotes, je sais qu'en ces moments tumultueux à l'étranger, à une époque où l'actualité est dominée par les conflits et les changements, on pourrait être tenté de se désengager vis-à-vis du monde. Comme je l'ai déjà dit, notre force à l'étranger est ancrée dans notre force ici-même, dans notre pays. L'étoile qui doit toujours nous servir de guide, c'est la

faculté qu'a notre peuple d'atteindre son potentiel, la faculté que nous avons d'utiliser judicieusement nos ressources, d'élargir notre prospérité qui est à l'origine de notre puissance et de vivre conformément aux valeurs que nous avons à cœur.

Mais rappelons-nous aussi que, depuis des générations, nous nous employons assidûment à protéger notre peuple ainsi que des millions d'êtres humains à travers le monde. Nous le faisons parce que nous savons que notre avenir est plus sûr, notre avenir est meilleur, si une plus grande partie de l'humanité est en mesure de vivre dans la lumière éclatante de la liberté et de la dignité.

Ce soir, remercions les Américains qui servent sous nos drapeaux en ces temps difficiles ainsi que la coalition qui a pris le relais. Envisageons l'avenir emplis de confiance et d'espoir non seulement pour notre pays, mais aussi pour tous ceux qui aspirent à la liberté à travers le monde.

Je vous remercie. Que Dieu vous bénisse et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique.  
(Applaudissements.) Merci.